

UN PROJET EN PLEINE ÉBULLITION

Même si beaucoup a été fait en Aveyron, dans le domaine de l'eau et son complément naturel l'assainissement, des chantiers restent ouverts... La démographie du territoire et les nouvelles normes commandent la nécessité de trouver rapidement une nouvelle ressource. Si les premiers débats ont témoigné de la volonté de tous les acteurs de travailler ensemble, le syndicat de Montbazens-Rignac et celui du Ségala s'affrontent aujourd'hui avec deux projets à contre-courant.

On en parle depuis combien de temps ? Une décennie ? À défaut d'eau, le projet de nouvelle ressource en Aveyron a fait couler beaucoup d'encre... Et si la préfecture, qui avait fait de ce dossier l'une de ses priorités en 2011, réclame un projet unique et commun pour un service public de l'eau réaffirmé à l'échelle du territoire, deux visions s'opposent aujourd'hui. Au syndicat d'adduction d'eau potable de Montbazens-Rignac, qui regroupe cinquante communes (voir encadré) la question est débattue de longue date. «On travaille sur la recherche d'une nouvelle ressource depuis dix ans», confirme Yannick Recoules, secrétaire de la structure, «Il s'agit pour nous de répondre aux besoins complémentaires qui peuvent survenir l'été, où certains jours de pointe, nous avons plus de demandes que notre capacité à prélever l'eau à l'amont. Nous pourrions également réduire les problèmes de zones blanches et accueillir les communes qui frappent à la porte de notre syndicat depuis longtemps».

Une gouvernance partagée

En 2007, la structure s'est rapprochée d'autres collectivités pour mandater un bureau d'études chargé d'évaluer les besoins actuels et futurs, et les capacités de production.

«Le résultat a fait apparaître un déficit, et à partir de là, on s'est demandé où pourrait se situer cette nouvelle ressource». Et ce sont les lacs du Lévézou –déjà envisagés dans les années 50 à la création du syndicat– qui sont apparus les plus pertinents en terme d'implantation : «Proches du Grand Rodez, ils ont l'intérêt de permettre une installation gravitaire pour le transport de l'eau, même s'il faut d'abord la pomper au lac». Ces premières conclusions ont conduit en 2011 à la création du SMIFEL –Syndicat mixte de fourniture d'eau du Lévézou– qui regroupe le syndicat de Montbazens-Rignac, ceux de Conques, Muret-le-Château, Foissac et Nord-Decazeville, ainsi que la ville de Rodez. «L'avantage pour les collectivités dans ce syndicat mixte, c'est une gouvernance partagée, même avec la plus petite : chacune participe au projet à hauteur de ce qu'elle peut financer, et aucune n'a un fait majoritaire».

Un projet à 20 millions d'euros

Pour le reste, le projet, estimé à 20 millions d'euros, prévoit la création des prises d'eau, d'une usine de traitement, d'un réservoir de tête et d'un Feeder (canalisation) interconnecté au réseau de distribution depuis les lacs du Lévézou. «On a estimé le prix de revient de l'eau à 0.506

euros/m³, soit une augmentation de 1,20 euros sur une facture annuelle de 120 m³. C'est dire si l'impact sur l'utilisateur est minime pour un équipement neuf et étanche qui va répondre aux perspectives des trente-cinquante ans à venir dans le département, en sécurisant les réseaux et les besoins en eau qui peuvent augmenter».

La préfecture, où les statuts du SMIFEL ont été déposés, a accordé à l'organisme l'autorisation de prélever 5 millions de m³ sur le Lévézou, à condition toutefois que le projet soit unique et commun. Et c'est là que ça coince. Si au départ, le courant allait dans le sens de la concertation et de la gestion consensuelle entre les différents acteurs de l'eau, le Syndicat d'amenée d'eau potable du Ségala et ses «associés» ont quitté le navire en cours de route. «C'est le problème aujourd'hui», reconnaît Yannick Recoules, «Le Ségala ne veut pas adhérer au SMIFEL. Il préfère porter son propre projet et vendre de l'eau à Montbazens-Rignac. Nous n'y avons aucun intérêt si nous n'avons pas de droit de regard sur la gestion et les investissements». Le secrétaire reste toutefois positif : «Il y a la volonté politique que ça se fasse et on ne pas imaginer que le Ségala manque ce rendez-vous qui s'inscrit dans un véritable esprit de service public et d'intérêt général. Si une décision est prise cet été, ça peut aller très vite et on peut imaginer une mise en service au deuxième semestre 2015...».

SYNDICAT D'ADDUCTION D'EAU POTABLE DE MONTBAZENS-RIGNAC 32 000 ABONNÉS ET 50 COMMUNES

Les premières études concernant la création d'un syndicat d'adduction d'eau potable sur le plateau de Montbazens remontent à la fin des années 40. Le territoire, qui connaît chaque été des difficultés d'alimentation, décide de faire descendre gravitairement l'eau de l'Aubrac jusqu'à Montbazens. Le projet bénéficie du soutien d'hommes politiques influents : Paul Ramadier, président du Conseil, qui voit là l'occasion de booster le tissu économique du département et du Bassin en particulier ; et Roland Boscary-Monsservin, maire d'Onet-le-Château. «Ce qui explique un programme aussi important pour une terre rurale», précise Yannick Recoules, le secrétaire du syndicat, «Pendant longtemps, notre réseau a été le plus long et le plus important de France». L'eau est captée dans les Boraldes de l'Aubrac puis traitée par l'usine de production de Salgues sur la commune de Saint-Chély. Le syndicat de Montbazens-Rignac reste le plus vaste de l'Aveyron avec 2 300 km de réseaux gravitaires : «On recherche toujours à récupérer ce que la topologie permet d'obtenir en pression. Et aujourd'hui, nous sommes très envieux pour cette configuration : c'est une économie pour le consommateur, mais aussi une grosse sécurité : s'il y a une coupure d'électricité, l'eau continue de s'écouler». La structure compte actuellement près de 32 000 abonnés sur cinquante communes, soit 25% de la population du département. En 2011, elle a distribué 4,5 millions de m³ d'eau, dont 600/800 000 m³ achetés au Ségala. Comptez 56,11 euros HT/an pour l'abonnement et 1,02 euros HT/m².